



Tour Exaltis  
61, rue Henri Regnault  
92075 Paris La Défense Cedex

## **Association Pacte Mondial – Réseau France**

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

## **Association Pacte Mondial – Réseau France**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 25 avenue de Villiers – 75017 Paris

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'Association Pacte Mondial – Réseau France,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Pacte Mondial – Réseau France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier du dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 15 mai 2024

DocuSigned by:  
  
3DCD59F6CF01441...

Jérôme EUSTACHE

Associé

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)
-------	---	---

	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>						
Immobilisations incorporelles						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	74 175	31 722	42 453	0,67	67 178	1,37
Immobilisations corporelles						
. Autres immobilisations corporelles	43 892	24 182	19 711	0,31	18 453	0,38
Immobilisations financières						
. Autres	59 450		59 450	0,94	46 845	0,96
<b>TOTAL (I)</b>	<b>177 517</b>	<b>55 903</b>	<b>121 614</b>	<b>1,92</b>	<b>132 477</b>	<b>2,70</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	20 450		20 450	0,32		
. Autres	39 683		39 683	0,63	24 994	0,51
Valeurs mobilières de placement	36 800		36 800	0,58	400 000	8,16
Disponibilités	6 069 649		6 069 649	95,64	4 326 410	88,24
Charges constatées d'avance	58 062		58 062	0,91	19 100	0,39
<b>TOTAL (II)</b>	<b>6 224 644</b>		<b>6 224 644</b>	<b>98,08</b>	<b>4 770 504</b>	<b>97,30</b>
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>6 402 161</b>	<b>55 903</b>	<b>6 346 258</b>	<b>100,00</b>	<b>4 902 981</b>	<b>100,00</b>

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
<b>FONDS PROPRES</b>				
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres avec droit de reprise				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles	4 334 501	68,30	3 654 325	74,53
Excédent ou déficit de l'exercice	1 404 465	22,13	680 175	13,87
Situation nette (sous total)	5 738 966	90,43	4 334 501	88,41
<b>TOTAL (I)</b>	<b>5 738 966</b>	90,43	<b>4 334 501</b>	88,41
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>				
<b>TOTAL (II)</b>				
<b>PROVISIONS</b>				
<b>TOTAL (III)</b>				
<b>DETTES</b>				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	243 796	3,84	143 514	2,93
Dettes fiscales et sociales	163 388	2,57	87 167	1,78
Autres dettes	179	0,00	28 899	0,59
Produits constatés d'avance	199 929	3,15	308 900	6,30
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>607 292</b>	9,57	<b>568 480</b>	11,59
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>6 346 258</b>	100,00	<b>4 902 981</b>	100,00
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>				

PACTE MONDIAL - RESEAU FRANCE  
COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023  
Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION:</b>													
Cotisations		6 675 763				3 972 442				2 703 321		68,05	
Ventes de biens et services													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		40 667				667				40 000		N/S	
- Ressources liées à la générosité du public													
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		409				10 918				-10 509		-96,24	
Autres produits		39 265				132 874				-93 609		-70,44	
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>		<b>6 756 103</b>				<b>4 116 901</b>				<b>2 639 202</b>		64,11	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION:</b>													
Autres achats et charges externes		1 421 067				2 644 037				-1 222 970		-46,24	
Impôts, taxes et versements assimilés		57 848				38 684				19 164		49,54	
Salaires et traitements		762 505				536 868				225 637		42,03	
Charges sociales		299 191				205 563				93 628		45,55	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		34 678				13 916				20 762		149,20	
Autres charges		2 870 553				2 225				2 868 328		N/S	
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>		<b>5 445 842</b>				<b>3 441 292</b>				<b>2 004 550</b>			
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>		<b>1 310 261</b>				<b>675 609</b>				<b>634 652</b>		93,94	
<b>PRODUITS FINANCIERS:</b>													
Autres intérêts et produits assimilés		111 624				5 576				106 048		N/S	
<b>Total des produits financiers (III)</b>		<b>111 624</b>				<b>5 576</b>				<b>106 048</b>		N/S	
<b>CHARGES FINANCIERES:</b>													
<b>Total des charges financières (IV)</b>													
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>		<b>111 624</b>				<b>5 576</b>				<b>106 048</b>		N/S	
<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>		<b>1 421 885</b>				<b>681 184</b>				<b>740 701</b>		108,74	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS:</b>													
<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>													
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES:</b>													
Sur opérations de gestion		103								103		N/S	
<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>		<b>103</b>								<b>103</b>		N/S	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>		<b>-103</b>								<b>-103</b>		N/S	
Impôts sur les bénéfices (VIII)		17 317				1 009				16 308		N/S	
Total des produits (I + III + V)		6 867 727				4 122 477				2 745 250		66,59	
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		5 463 262				3 442 301				2 020 961		58,71	
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>		<b>1 404 465</b>				<b>680 175</b>				<b>724 290</b>		106,49	



COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
------------------------------	---	---	-----------------------------------	---

--	--	--	--	--	--

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
PRODUITS :					
Dons en nature					
Prestations en nature	29 120				
Bénévolat	17 787		37 191		
TOTAL	46 907		37 191		
CHARGES :					
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens et services					
Prestations	29 120				
Personnel bénévole	17 787		37 191		
TOTAL	46 907		37 191		

### Préambule

Initiative spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, le Pacte mondial des Nations Unies (ou United Nations Global Compact) est un appel aux entreprises du monde entier à aligner leurs pratiques et leurs stratégies sur Dix principes, qui découlent des textes fondamentaux des Nations Unies, dans les domaines des droits humains, du droit du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. L'ambition du Pacte mondial est de développer l'impact mondial des entreprises, en respectant ces Dix principes et en atteignant les 17 Objectifs de développement durable (ODD), par le biais d'entreprises et d'écosystèmes responsables, qui favorisent le changement.

Relais local officiel du Pacte mondial des Nations Unies, le réseau français a pour mission d'accompagner la mise en oeuvre de l'Agenda 2030 et l'appropriation des 17 ODD par le monde économique français. Constitué sous forme associative depuis 2005, le réseau français du Pacte mondial de l'ONU rassemble plus de 2 000 entreprises de toutes tailles et tous secteurs d'activités et 100 organisations à but non lucratif autour d'enjeux liés à la responsabilité sociétale et environnementale et au développement durable. L'adhésion repose sur un engagement volontaire des membres auprès du Pacte mondial et entraîne le paiement d'une cotisation annuelle destinée à couvrir les frais de fonctionnement du Pacte mondial des Nations Unies et du Réseau France.

Les relations entre le Réseau France et l'UNGC sont gérées au travers du Mémorandum of Understanding (MOU) : l'United Nations Global Compact et Foundation for the Global Compact entité de gestion de droit américain chargé de gérer les finances de l'organisation au niveau mondial.

L'association s'appuie sur une équipe salariée de 22 salariés permanents dont les bureaux sont situés à Paris. L'association peut également s'appuyer sur un réseau de bénévoles, dont 21 Entreprises Ambassadrices et des experts issus du monde de l'entreprise. Le Réseau anime ainsi la communauté des membres sur l'ensemble du territoire, propose des ateliers, des conférences, des cycles de formation et des espaces d'échanges entre pairs. Le Réseau assure plus globalement la diffusion des Dix Principes et des 17 ODD auprès du secteur privé et contribue à animer le débat sur les enjeux de Développement durable.

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 6 346 257,62 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 1 404 465,24 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

**1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice**

En 2023, le Réseau France du Pacte mondial des Nations Unies a célébré ses 20 ans à l'UNESCO. Cette commémoration a eu lieu lors de l'Assemblée générale annuelle, où le Conseil d'administration a exprimé son soutien à Monsieur Florent Menegaux, élu pour un mandat de trois ans à la présidence du réseau. L'événement a également été marqué par des débats sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. La Maison de l'UNESCO, symbole de la collaboration entre les différentes structures de l'ONU, a accueilli cette célébration du vingtième anniversaire de la création du réseau français du Pacte mondial. Le réseau français, lancé en 2003, compte plus de 450 entreprises et 50 partenaires qui réaffirment leur engagement envers les Dix principes du Pacte mondial et leur contribution aux Objectifs de développement durable pour 2030.

De plus, le Pacte mondial de l'ONU - Réseau France a été actif lors de la COP28, organisant sept événements rassemblant des entreprises et des organisations de divers secteurs et pays. Une étude annuelle intitulée « ODD et entreprises françaises en action » a également mesuré la contribution du secteur privé français aux Objectifs de développement durable.

Le contrôle Urssaf sur les exercices 2020 et 2021 s'est clôturé au cours de l'exercice 2023. Celui-ci a donné lieu à un redressement de cotisations de 6 KE qui a été payé sur l'exercice.

Evènements postérieurs à la clôture : les locaux loués actuellement seront libérés en mai 2024. Un nouveau bail a été conclu avec FRUCTIPIERRE à partir de cette même date pour une durée de 6 exercices.

## 2 - Principes, règles et méthodes comptables

### 2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le PI Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondation fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

### 2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### 2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

#### 2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'usage :

Type	Durée
Site intranet	3 ans
Installations et Agencements	3 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	10 ans

**2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)****2.2.3 - Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**2.3 - Changement de méthode d'évaluation et de présentation**

Depuis le 1er janvier 2023, les redevances versées à « Foundation for the Global Compact » sont comptabilisées dans un compte de redevances au lieu d'un compte de cotisations.

## 3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

## 3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	74 175			74 175
Immobilisations corporelles	42 794	11 210	10 112	43 892
Immobilisations financières	46 845	12 605		59 450
<b>TOTAL</b>	<b>163 814</b>	<b>23 815</b>	<b>10 112</b>	<b>177 517</b>

## 3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	6 997	24 725		31 722
<b>TOTAL I</b>	<b>6 997</b>	<b>24 725</b>		<b>31 722</b>
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	2 870			2 870
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	16 515	9 364	10 112	15 767
Emballage récupérables et divers	4 956	589		5 545
<b>TOTAL II</b>	<b>24 341</b>	<b>9 953</b>	<b>10 112</b>	<b>24 182</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>31 338</b>	<b>34 678</b>	<b>10 112</b>	<b>55 903</b>

## 3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé:</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	59 450		59 450
<b>Créances de l'actif circulant:</b>			
Créances usagers	20 450	20 450	
Autres créances	39 683	39 683	
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>58 062</b>	<b>58 062</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>177 645</b>	<b>118 195</b>	<b>59 450</b>

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	3 654 325	680 175			4 334 501
Dont générosité du public					
Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	680 175	-680 175	1 404 465		1 404 465
Dont générosité du public					
Situation nette	4 334 501		1 404 465		5 738 966
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	4 334 501		1 404 465		5 738 966
TOTAL dont générosité du public					



4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	243 796	243 796		
Dettes fiscales & sociales	163 388	163 388		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	179	179		
Produits constatés d'avance	199 929	199 929		
TOTAL	607 292	607 292		

4.3 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	194 021
Dettes fiscales & sociales	76 428
Autres dettes	
TOTAL	270 449

5 - Notes sur le compte de résultat

5.1 - Concours publics et subventions

Une subvention de 40 KE a été obtenue en 2022 de la part de Direction Générale de la Mondialisation de la Culture, de l'Enseignement et du Développement International pour le soutien au projet intitulé "Favoriser la transformation durable des PME en Afrique francophone".

En 2023 elle a été consommée à la hauteur de 36K€: Assistance pour la production des modules de formation sur la RSE et la durabilité des PME africaines.

Les 4K€restant figurent en produits constatés d'avance au bilan du 31/12/2023.

5.2 - Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
MEAE	PME Afrique				4 000	40 000
TOTAL					4 000	40 000

Eléments significatifs ou importants

**PACTE MONDIAL - RESEAU FRANCE**

**ANNEXE ASSOCIATION**

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentée en Euro

**6 - Autres informations****6.1 - Nature et évaluation des contributions volontaires**

Conformément aux obligations légales, les contributions bénévoles du Pacte mondial Réseau France sur l'année 2023 ont été agrégées et valorisées.

Ce calcul regroupe les différentes participations des adhérents aux groupes de travail, comités de pilotage, comités de sélection, les interventions lors des évènements en région, le baromètre ODD, ou encore le travail d'ambassadeur et la participation active aux cercles pour lesquels un forfait de 2h par mois a été attribué. Ce calcul exclut cependant les réunions de Conseil d'administration, de Bureau et d'Assemblée générale, conformément à la réglementation en vigueur.

Pour le calcul de la valorisation financière, il a été décidé d'attribuer à chaque heure la valeur de 4 x le SMIC horaire brut (11,52 €, soit 46,08 € afin de s'aligner sur un salaire cadre.

Au total 386 heures de contributions bénévoles ont été recensées en 2023, soit une valeur équivalente à 17 787 €

Dans le cadre d'une convention de mécénat, un membre du Pacte mondial Réseau France a réalisé une mission d'une durée de 416 heures valorisées à 29 120 €



Tour Exaltis  
61, rue Henri Regnault  
92075 Paris La Défense Cedex

## **Association Pacte Mondial – Réseau France**

### **Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées**

31 décembre 2023

## Association Pacte Mondial – Réseau France

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 25, avenue de Villiers – 75017 PARIS

## Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'Assemblée générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée générale de l'Association Pacte Mondial – Réseau France,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de Commerce.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 15 mai 2024

DocuSigned by:  
**EUSTACHE Jérôme**  
3DCD59F8CF01441...

Jérôme EUSTACHE

Associé